

ports de production (propriété étatique, planification et monopole du commerce extérieur). Elle continue aussi à vivre dans la conscience de larges couches de travailleurs qui se sont sacrifiés sans compter pendant la guerre, non pour le régime stalinien, mais pour préserver l'Etat né de la révolution prolétarienne d'Octobre.

Les contradictions qui se sont accrues et accentuées indiquent clairement que la situation du régime en U.R.S.S. reste instable, qu'elle peut être rejetée définitivement vers le rétablissement du capitalisme sous les coups conjurés des forces procapitalistes internes et des forces de l'impérialisme américain, ou qu'elle peut se remettre en marche vers le socialisme, sous l'impulsion d'une victoire révolutionnaire dans le monde et d'une défaite politique du stalinisme dans le monde obtenue au profit de la IV^e Internationale et d'un assaut des travailleurs contre le régime totalitaire stalinien. Aujourd'hui où l'antagonisme Etats-Unis-U.R.S.S. prend un relief de plus en plus accentué, il apparaît clairement que le développement de l'U.R.S.S. dans un sens ou dans un autre est lié au développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Tous les faits attestent qu'au cours des dix dernières années, la dégénérescence s'est considérablement accentuée, qu'elle a atteint un degré exceptionnellement dangereux pour le développement de l'U.R.S.S. Mais toutes les transformations qui se sont produites pendant cette époque, n'ont été que des transformations de quantité sans jamais aboutir à une transformation de qualité. C'est pourquoi la Conférence réaffirme la position de la IV^e Internationale relative à l'U.R.S.S., comme un état ouvrier dégénéré.

3) La Conférence rejette catégoriquement la conception selon laquelle la bureaucratie serait une classe possédante sous le prétexte que « qui dirige et contrôle, possède ». La direction et le contrôle des moyens de production par la bureaucratie assurent à celle-ci des privilèges considérables. Mais cette direction et ce contrôle se font sur la base de la propriété étatique. Les intérêts fondamentaux de celle-ci jusqu'à présent, ont fini par prédominer sur les intérêts personnels, centrifuges des bureaucrates, obligeant la direction stalinienne à des tournants qui, opérés bureaucratiquement, aboutissent à de nouvelles contradictions. L'existence même chez les bureaucrates des tendances à l'appropriation des moyens de production est une autre démonstration que la fonction de contrôleur et de directeur n'est pas du tout identique à la qualité de possédant.

En conséquence, la conférence rejette les positions de ceux qui, partant du point de vue erroné selon lequel « qui dirige et contrôle, possède », font de la bureaucratie soviétique, soit le « capitalisme collectif » d'un capitalisme d'Etat, soit la nouvelle classe exploitée d'une société d'un type nouveau.

Le « capitalisme d'Etat » est une formule vague sous laquelle ont été introduites toutes sortes de conceptions différentes (tendances à la centralisation, liaison de l'Etat et de l'économie, étatisation de certaines industries) et son emploi ne sert qu'à amener de la confusion. Entre la société soviétique et les pays capitalistes qui sont présentés comme tendant au « capitalisme d'Etat », la différence apparaît très clairement, entre la propriété étatique et la planification d'une part, et les nationalisations et les « plans » d'autre part. Il n'y a pas une différence de degré mais de nature. Les nationalisations et les « plans » des pays capitalistes (y compris ceux du glaci) visent non à détruire mais à consolider la propriété capitaliste dans des circonstances où celle-ci a été fortement ébranlée en conséquence de la guerre.

Quant aux théories qui définissent l'U.R.S.S. comme une nouvelle société exploitée succédant historiquement au régime capitaliste, la Conférence les repousse :

1) Parce qu'elles font abstraction des rapports objectifs de production qui déterminent en dernière analyse, du point de vue marxiste, le caractère de toute société et de toute classe ou couche sociale.

2) Parce qu'elles caractérisent la bureaucratie russe comme une nouvelle classe dirigeante, prêtant à la bureaucratie une stabilité sociale qui lui fait défaut, idéalisant le rôle d'une couche sociale dont l'histoire et la fonction sont les mêmes que celles de la bureaucratie ouvrière des pays capitalistes.

3) Parce qu'elles admettent sans preuves, en révision des prévisions classiques du marxisme, une nouvelle société — bureaucratique — entre le capitalisme et le socialisme. L'histoire récente a montré que les nouvelles couches petites bourgeoises, tout comme les anciennes, dans les pays capitalistes, n'ont de choix qu'entre le prolétariat et la grande bourgeoisie, qu'elles peuvent être gagnées à la cause de la révolution prolétarienne si celle-ci a une direction énergique et capable, ou par la démagogie fasciste à la cause de la contre-révolution si le prolétariat se montre désarmé et rendu impuissant par des directions de trahison.

La bureaucratie soviétique est une bureaucratie d'origine ouvrière, c'est la bureaucratie de l'Etat ouvrier. Elle repose sur les conquêtes d'Octobre. Elle est elle-même extrêmement différenciée, et des chocs sociaux en U.R.S.S. la disloqueraient, entre des couches au service du prolétariat révolutionnaire et des couches au service de la contre-révolution bourgeoise.

4) Comme expression théorique d'un isolationnisme soviétique, concevant la possibilité d'un développement plus ou moins graduel des forces productives en U.R.S.S. indépendamment des développements dans le monde capitaliste, la théorie du « socialisme dans un seul pays » a été détruite par la seconde guerre mondiale.

La victoire militaire, de l'U.R.S.S. remportée sous la direction de la bureaucratie, n'a été obtenue qu'au prix des plus grands sacrifices des masses, sacrifices accrus par suite de la gestion bureaucratique qui s'est faite aux dépens des masses et en privant celles-ci de toute initiative et de tout contrôle.

Dans la bureaucratie se sont renforcées les tendances droitières (extension du droit d'héritage, rétablissement du droit de tester, rentiers, etc.). Dans le même temps les masses voient leurs conditions d'existence diminuées et peuvent en prendre conscience par comparaison avec le standard de la vie dans les pays capitalistes d'Occident qu'ont connus les combattants de la dernière guerre.

Malgré la victoire militaire, la remise en route de l'économie sur le pied de paix, au moyen du quatrième plan quinquennal, est caractérisée dès le début par un rythme faible. Mêmes les prévisions modestes de ce plan pour la première année n'ont pas été atteintes, dans la plupart des branches de l'économie, plus encore dans celles des moyens de consommation que dans celles des moyens de production. La productivité du travail a baissé considérablement. Ni le pillage brutal des moyens de production et des stocks, ni les prélèvements de main-d'œuvre forcée, ni l'importation de produits fabriqués dans les pays du glaci, ni le pillage indirect des réparations, ne sont susceptibles de pallier tant soit peu sérieusement à la crise de l'économie soviétique. Aux tendances centrifuges grandissantes, le Kremlin a répondu par un renforcement du régime policier, par le renforcement de l'appareil du parti, par de nouvelles épurations bureaucratiques (généralement orientées contre la droite). Plus que jamais Staline craint toute intervention active des masses dans la politique de l'U.R.S.S.

5) Dans le domaine de la politique extérieure, la guerre a détruit la politique de Staline résumée sous la formule : « Nous ne voulons par un pouce de territoire étranger. » L'expansionnisme soviétique s'est manifesté sur plus de la moitié de l'Europe et sur une grande partie de l'Asie.

En même temps, la victoire militaire a placé l'U.R.S.S. dans une situation politique plus difficile : au lieu de pouvoir, comme avant 1939, jouer entre deux blocs impérialistes rivaux, elle se trouve seule en face de l'impérialisme américain autour duquel se groupent tous les capitalistes du monde entier. Depuis plusieurs mois l'U.R.S.S. se trouve en face d'une offensive systématiquement menée par l'impérialisme américain, offensive dont le contenu politique a été récemment défini dans les discours de Truman. En face de cet assaut diplomatique le gouvernement soviétique s'est montré littéralement paralysé notamment depuis la fin de l'année 1946.

La politique extérieure soviétique, tout en accentuant ses traits d'avant guerre (diplomatie secrète, exploitation des mouvements ouvriers comme masse de manœuvre), se trouve caractérisée depuis la période victorieuse de la guerre par des annexions, l'occupation de territoires étrangers, le pillage de ceux-ci, l'extorsion de réparations et une expansion soviétique différente de l'expansion impérialiste car elle résulte de la faible accumulation, des faiblesses et du retard de l'économie soviétique, de ses besoins en produits fabriqués et en outillage et biens d'équipement, et non de l'accumulation capitaliste.

La conférence considère les pays de la « zone d'influence » soviétique : Yougoslavie, Pologne, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Hongrie, comme des pays capitalistes par leur économie et leur régime politique.

Dans les pays du glaci, le Kremlin a étouffé les mouvements de masse qui se sont produits lors de l'écroulement des vieux gouvernements bourgeois et à l'approche des troupes soviétiques. Il ne se sert des masses que pour éliminer certaines vieilles couches féodales ou pour terroriser les politiciens bourgeois qui montrent quelques velléités de résistance. Mais il ne s'est pas attaqué à la propriété capitaliste et, au contraire, a cherché un terrain d'entente avec une partie de la bourgeoisie. Cette politique réactionnaire va à l'encontre des tendances à l'assimilation structurelle engendrées par la nécessité d'associer l'économie et les pays du glaci à l'économie soviétique, et aux prévisions du quatrième plan quinquennal. Là encore se manifeste le caractère double de la bureaucratie, la contradiction entre les exigences de la base de production

sur laquelle elle repose et sa politique nationaliste contre-révolutionnaire.

La conférence du P.C.I. condamne la politique soviétique dans le glaci, non pas comme une politique impérialiste, car il ne s'agit nullement de l'expansion du capital financier à la recherche du profit, mais en raison du caractère bureaucratique et contre-révolutionnaire de cette politique qui contrecarre le développement de la révolution prolétarienne dans les pays occupés. Elle condamne cette politique empiriquement élaborée pour répondre stratégiquement à la poussée de l'impérialisme mondial et pour essayer de pallier grossièrement et brutalement les difficultés de l'économie soviétique.

Cette politique bureaucratique, à côté des quelques « profits » immédiats qu'en a tirés la bureaucratie, a profondément heurté les masses ouvrières et paysannes des pays occupés et permet au capitalisme mondial d'exploiter ces tares pour sa campagne antisoviétique. Les « profits » que la bureaucratie tire de sa politique dans le glaci sont autant de coups portés à la révolution mondiale.

C'est pourquoi la conférence approuve la résolution du C.E.I. se prononçant pour le retrait de toutes les troupes d'occupation, y compris les troupes soviétiques.

La conférence tient à préciser que, si la tâche des travailleurs français est avant tout de lutter pour le retrait des troupes de leur propre impérialisme, elle n'entend nullement par là conditionner le retrait des troupes soviétiques à celui des armées impérialistes, car la politique révolutionnaire ne peut en aucun cas se placer sur le terrain de marchandages diplomatiques sur le dos des masses travailleuses.

6) Par suite de la nature sociale de l'Etat soviétique, la conférence du P.C.I. réaffirme la position de défense inconditionnée de l'U.R.S.S.

— parce que c'est un système social dont les bases économiques sont progressives par rapport à celles du capitalisme ;
— parce que c'est une société qui n'entre pas dans l'orbite du capitalisme mondial et qui, pour vivre et maintenir son indépendance, doit lutter contre celui-ci ;
— parce que l'écrasement de l'Etat soviétique par l'impérialisme :

a) entraînerait accessoirement la destruction de la clique contre-révolutionnaire du Kremlin, mais provoquerait à une échelle infiniment plus grande que ce ne fut le cas en Allemagne, à la suite de la victoire d'Hitler, une profonde démoralisation et une décomposition des rangs de la classe ouvrière mondiale ;
b) accorderait un nouveau bail assez long au capitalisme mondial en lui ouvrant un marché très important.

Notre défense de l'U. R. S. S. signifie non pas que nous défendons tout ce qui existe en U. R. S. S., mais seulement ce qui subsiste des conquêtes d'octobre (propriété étatique, économie planifiée). Elle est inconditionnelle, en ce sens que nous ne posons pas de conditions à la clique dirigeante en U.R.S.S., que notre défense est indépendante de la politique du Kremlin.

La Conférence repousse catégoriquement toute politique défaitiste pour l'U. R. S. S. qui, en affectant de mettre sur le même plan l'U. R. S. S. et les pays impérialistes, sert en même temps les stalinien qui identifient les intérêts de l'U. R. S. S. à ceux de la bureaucratie, et les spécialistes de l'anti-bolchevisme (comme ceux de « Masses »), qui se font les serviteurs des démocraties impérialistes contre l'U. R. S. S. Les uns et les autres sont hostiles à une politique indépendante du prolétariat.

La Conférence du P. C. I. réaffirme que, pour les B. L., la défense de l'U. R. S. S. n'est pas une lutte en soi, au-dessus de la lutte des classes ; qu'elle est, tout comme la lutte contre l'oppression impérialiste dans les colonies, ou comme toute lutte pour un objectif quelconque (même la plus petite réforme), un élément de la lutte pour la révolution mondiale qu'elle en est une partie intégrante.

Notre défense de l'U.R.S.S. ne peut donc être menée par des moyens spéciaux (telles les combinaisons staliniennes du

Comité anglo-russe, du front populaire, etc.) mais uniquement et seulement par les moyens de la lutte de classe, depuis l'éducation et la propagande dans de petits cercles ouvriers jusqu'à l'agitation et l'action des plus larges masses.

« La défense de l'U. R. S. S. coïncide pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Seules sont permises les méthodes qui ne contredisent pas les intérêts de la révolution. Le rapport entre la défense de l'U. R. S. S. et la révolution socialiste internationale, est le même qu'entre une tâche tactique et une tâche stratégique et ne peut en aucun cas les contredire. » (L. Trotsky, 1939).

C'est pourquoi notre défense de l'U. R. S. S. :

a) ne signifie à aucun titre et à aucun moment l'union sacrée avec Staline ;

b) ne peut en aucun cas être subordonnée aux combinaisons du Kremlin et notamment ne peut en rien altérer notre stratégie de défaitisme révolutionnaire dans les pays capitalistes alliés de l'U. R. S. S. ;

c) ne peut dans certains cas exclure la tactique du front unique, mais uniquement suivant les règles de cette tactique, pour des tâches déterminées, pour des objectifs concrets, par exemple pour une action ouvrière destinée à arrêter les transports de troupes contre l'U. R. S. S. ;

d) ne peut en aucun cas entraîner la moindre atténuation de notre critique de la politique stalinienne ou la moindre interruption dans notre lutte contre Staline et le stalinisme.

Tout au contraire, la défense de l'U.R.S.S. c'est-à-dire de ce qui subsiste des conquêtes d'octobre, ne peut pas seulement se mener contre l'ennemi extérieur, le capitalisme mondial, mais doit être aussi menée contre l'ennemi intérieur, la bureaucratie stalinienne.

La Conférence ne reconnaît aucun caractère progressif même partiel à la bureaucratie, en aucun domaine économique ou politique, dans la lutte pour le socialisme. Un appareil d'Etat comprenant une certaine bureaucratie est un mal nécessaire dans une société de transition. Mais son développement présent est en contradiction avec les besoins de la société soviétique. Elle devient de plus en plus un frein au développement des forces productives. Sa politique complètement contre-révolutionnaire s'avère être le plus grand danger actuel pour la révolution mondiale prolétarienne. Elle freine et dévoie la lutte dans les pays d'Europe occidentale et dans un grand nombre de pays coloniaux, elle étouffe les mouvements de masse dans les pays du glaci, elle renforce l'exploitation et l'oppression des masses soviétiques. C'est son intervention et celle de ses agents des partis stalinien dans le monde qui a donné un répit au capitalisme au lendemain de la deuxième guerre mondiale et qui permet au capitalisme de préparer une troisième guerre mondiale.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, les B. L. en U. R. S. S. ont mis l'accent sur leur opposition politique et sur leurs tâches militaires, en raison de la proximité du danger militaire et de la faiblesse du mouvement ouvrier mondial, ce qui les obligeait à combattre, sous la direction de la bureaucratie, sans accorder la moindre confiance à celle-ci, remettant à une étape ultérieure la lutte pour le renversement de Staline. Dans la période présente ils mettent au premier plan de leur lutte pour la défense de l'U. R. S. S., la lutte pour le renversement de Staline.

7) La période présente est une période de mûrissement de la crise du stalinisme, aussi bien en U. R. S. S. que dans les pays capitalistes. Pour que cette crise ne serve pas la contre-révolution, mais se dénoue au profit de la révolution prolétarienne, les B. L. doivent poursuivre des campagnes énergiques qui démasquent le pseudo communisme des stalinien, qui dénoncent les crimes des stalinien dans le monde entier (en U. R. S. S., camps de concentration, travail forcé ; dans le glaci, régime du Guépéou ; dans les autres pays, collaboration ministérielle, briseurs de grèves...) et qui montrent aux masses que seule la IV^e Internationale qui est l'objet particulier des calomnies, des agressions et des crimes du stalinisme, défend fidèlement le drapeau du communisme mondial.